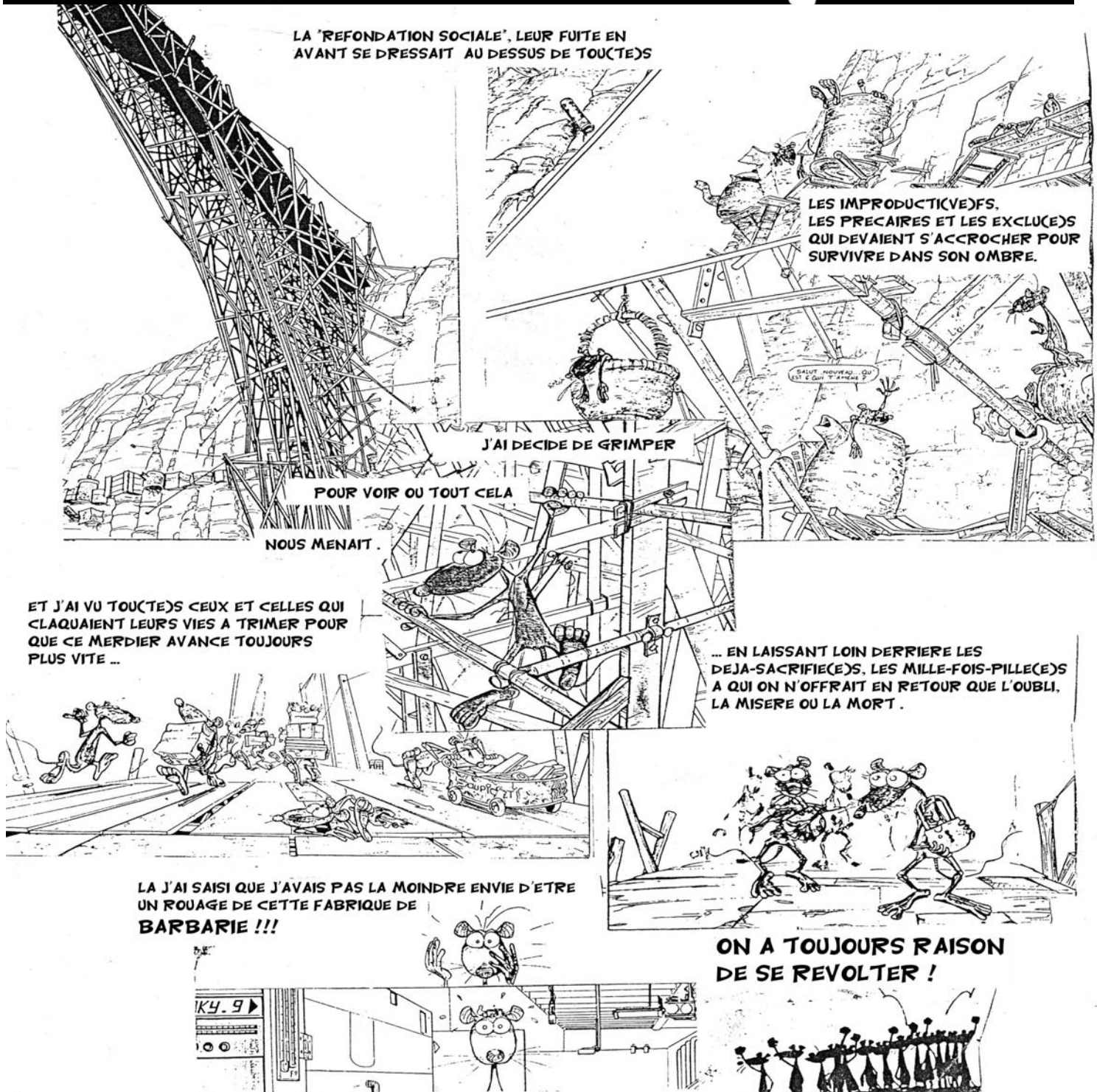


LA SOCIOLOGIE

Feuille pas très périodique du GDALE -
-Groupe d'Anarchistes de Lille et Environs

n°21
octobre 2006



Groupe D'Anarchistes
De Lille et Environs



Retrouvez-nous sur <http://lille.cybertaria.org>

“VOTE, NE TE BATS PLUS!”

SOMMAIRE

C'est par ces mots qu'en 1850 Hugo célébrait la mise en place du suffrage universel par une seconde République moribonde. Il montrait ainsi sa joie de voir le peuple de Paris déposer les fusils après la Révolution sociale et politique de 1848. Le peuple parisien n'a alors plus lutté... et Napoléon le petit fit de la République un empire autoritaire par la grâce des urnes.

Ces mots on croit les entendre de nouveau aujourd'hui quand Jamel Debbouze et Joey Starr parcourent sous les projecteurs les barres des banlieues populaires pour que les “jeunes” s'inscrivent sur les listes électorales. Sur la lancée France 2 nous proposait, un midi, un groupe de Rap made in THE Banlieue qui demandait aux “émeutierEs” de novembre 2005 de contrer la misère à coup de cartes d'électeur, “plus efficace qu'un cocktail Molotov”.

Ce discours *a priori* risible quand on pense à ce qu'ont apporté les victoires de la gauche, peut tout de même se révéler dangereux.. L'expérience antérieure des mairies communistes est à ce titre révélatrice. Les fameuses “banlieues rouges” nous montre bien que la main-mise (partielle) d'un parti censé défendre les intérêts de la classe ouvrière n'a pas amoindri la misère des pauvres y compris localement. En revanche les bureaucrates stalinienNEs (imités par les sociaux-démocrates de la SFIO) ont tout fait pour encadrer cette population ouvrière “à risque” et l'emmener sur la voie de la normalisation. Pour cela ils et elles ont usé du système associatif, de l'encadrement par les cellules militantes tout en mettant en avant les normes de vie bourgeoises (l'historienne du communisme français Annie Kriegel décrit ces “bons militants” réputés “bons pères de famille”...). Bref, c'est vers la normalisation-acceptation de la misère que nous conduit cet électoralisme, même chez les tenantEs d'un discours communautariste. Cet appel à s'inscrire sur les listes électorales, aussi sincère soit-il, ne servira (s'il fonctionne, ce qui est peu probable) qu'à mettre un peu d'eau sur le feu de la révolte populaire qui embrasa les quartiers populaires en novembre.

De plus, il s'inscrit dans un véritable tour de passe passe démagogique puisqu'on laisse plus qu'un peu planer la peur d'un 20 avril 2002 bis. De la part de la gauche institutionnelle ou pseudo radicale, au danger Le Pen on ajoute aussi la menace Sarkozy. Si PC, LCR, et autre gauche “noniste” essaient de récupérer les révoltéEs de novembre 2005 et de la lutte contre la loi sur l'égalité des chances, droite et gauche institutionnelles misent quant à elles sur le “vote utile” dès le premier tour en jouant une partition qui mêle peur du FN et obsession sécuritaire (qui fait le lit de l'extrême-droite).

Au final, il y a peu de chance que les jeunes issuEs des quartiers populaires prennent le chemin des urnes malgré le tapage médiatique. Alors, l'échec de cette

campagne pourra gaie-ment être utilisé par nos analystes à deux sous (mais grassement payés) de la vie politique comme un renoncement de ces mêmes jeunes à exercer leur “citoyenneté”, à prendre leur vie en main. Bref de victimes, elles/ils redeviendront bien vite responsables de leur situation avant de finir une fois de plus boucs-émissaires faciles d'une campagne électorale tout sécuritaire. Quant aux causes profondes de l'abstentionnisme populaire (mise à l'écart de toute décision les concernant, misère entretenue, absence de toute illusion vis-à-vis des partis...), on pourra les ranger au placard !

Pourtant les raisons de se révolter sont légion. Depuis décembre 2005, en réponse aux “émeutes”, le gouvernement a créé de nouveaux contrats de merde qui renforcent la précarité (l'essentiel étant passé malgré la lutte contre la loi dite de “l'égalité des chances”), les liens sont renforcés entre police et services sociaux pour mieux contrôler et punir (voir l'article sur la délinquance), les services publics utiles sont encore bradés : fusion annoncée GDF-Suez etc. ou sabrés (27 000 suppressions de postes annoncées dans la Fonction Publique). Les lendemains qui s'annoncent sont donc toujours aussi moroses : les pauvres resteront toujours aussi pauvres et si elles et eux ne veulent pas l'accepter, à gauche comme à droite on les fera marcher au pas dans un ersatz de service national, et on mettra les plus récalcitrantEs en prison ou en centre éducatif fermé pour les plus jeunes.

Au delà du discours ambiant, il n'y a pas de fatalité à la misère et à la répression, mais seule la lutte menée collectivement pourra changer les choses, et certainement pas les rodomontades sans lendemain des professionnelLEs des campagnes électorales ou le repli identitaire prôné par quelques autres. Alors contrairement à ce qui disait Hugo :

**LES ÉLECTIONS NE CHANGENT
RIEN ! BATS TOI !**

La Sociale n°21 - octobre 2006

p. 1 : *Fabuleuse affiche* † découper, photocopier, agrandir et coller partout, même dans ta chambre. Disponible sur le site

p. 2 : *Vote, ne te bats plus !*

p. 3 † 5 : *Tous fliqués... Et bientôt tous flics ?*

p. 5 † 7 : *Et après la révolution ?*

p. 8 † 9 : *Quand Budapest, les fachos rient.*

p. 9 : *Mexique : la révolution est dans la rue*

Et † Lille, pendant ce temps

p. 10 : *Encore un beau visage pour honorer les beaux murs bien propres de nos villes.*

p. 11 † 12 : *La vie en kaki, c'est tellement plus joli !*

★ *La Sociale - Feuille d'info du GDALE - Groupe DiAnarchistes de Lille et Environs*

Contactez-nous :

GDALE - c/o CCL

4 rue de Colmar - 59000 Lille

lgroupeanarlille@no-log.org

<http://lille.cybertaria.org>

TOUS FLIQUÉS...

ET BIENTÔT TOUS FLICS !

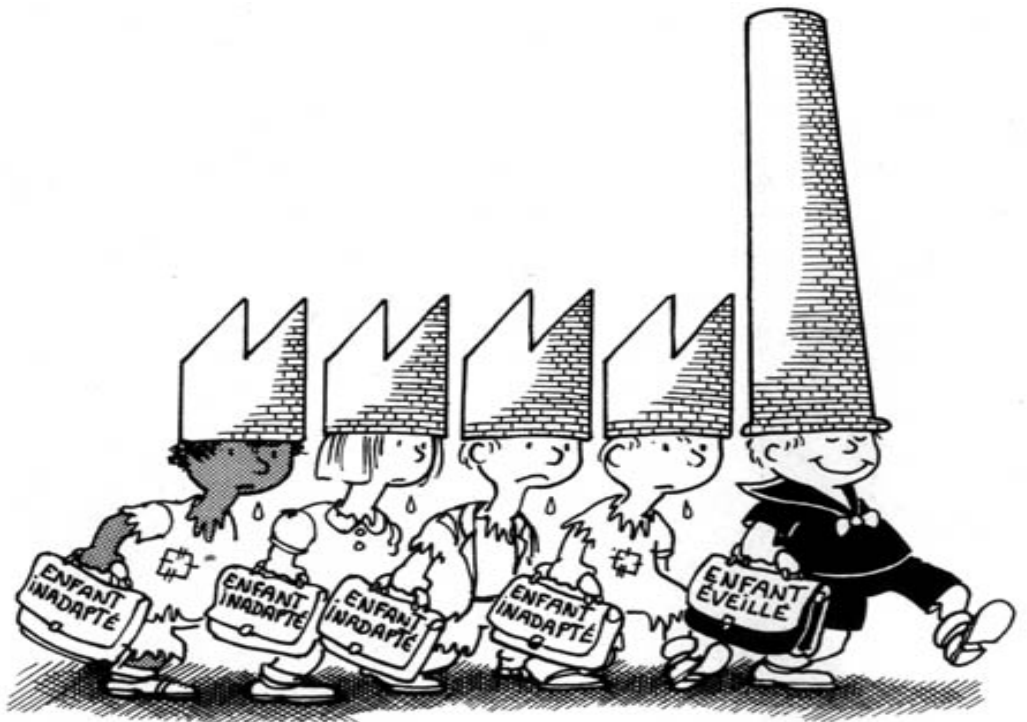
Novembre 2005 : ministère de l'intérieur et gouvernement s'appuient sur l'embrasement social des banlieues pour représenter un projet de loi sur la prévention de la délinquance (déjà repoussé en 2004). L'objectif annoncé semble clair : "moins de délinquants chez les jeunes, moins de drogués, et moins d'absentéisme scolaire". Ce projet, examiné en ce moment par le Sénat, envisage tous les domaines de la vie : santé, éducation, le social, la justice, le logement. Toutes les personnes vivant sur le territoire seraient mises sous surveillance, dénoncées et punies si elles rencontrent des difficultés : voilà la stratégie adoptée en terme de prévention.

Nous voilà donc de nouveau face à l'avancée d'un véritable projet de société, dans un texte proposé au moment opportun, fondé sur la méfiance vis-à-vis du secteur associatif et des acteurs/actrices de la prévention de la délinquance. Ne soyons pas dupes, ce projet porte en lui les traits caractéristiques d'un projet sécuritaire et capitaliste à travers :

- le renforcement du contrôle social et la prévention de la contestation issue de la misère, ou du moins de la précarisation de la société.
- la rentabilité du travail social et du service public.

Contrôle, fichage, mise en réseau

Prétextant le partenariat, toutes les informations détenues par divers professionnelLEs du social, de l'éducation et de la santé (interventions des travailleur/euses sociaux, absentéisme scolaire, suivi médical des jeunes enfants, troubles à l'ordre public, éléments médicaux, hospitalisation d'office...) seraient transmises au maire et constituées en fichiers. Une des mesures phares de ce retour en arrière est donc l'abandon de la notion de « secret professionnel » : le maire se retrouve dans une position de



shérif tout-puissant. Or chacun sait qu'il est essentiel que les personnes puissent continuer à bénéficier de garanties de protection de leur vie privée, lorsqu'ils ont besoin d'une aide. C'est parce qu'ils savent cette confidentialité protégée que les parents acceptent de faire part de leurs difficultés les plus graves et de recevoir le soutien des professionnelLEs qui sont alors fondés à élaborer avec eux des mesures de prévention ou de soins. A l'évidence, selon le projet actuel, les "familles" ne pourraient plus faire confiance à ces professionnelLEs et leur parler librement de leurs difficultés. Si cet article était voté, c'est la condition première de tout travail de prévention efficace et de qualité qui serait détruite. Alors, au nom d'une prétendue meilleure efficacité de la prévention, on aboutirait au résultat inverse.

Le pouvoir de contrôle et de sanction des maires serait également étendu (allocations familiales, obligation de stage de responsabilité parentale, « rappel à l'ordre »). Nous connaissons le casier judiciaire. Voici son cousin : le « casier social » qui sera alimenté par les travailleur/euses du social, de la santé et de l'éducation. Rappelons que ces mesures de fichage et de mise en réseau ont été largement expérimentées au niveau local à l'initiative du gouvernement Jospin, avec le développement des contrats locaux de sécurité (CLS). Plusieurs communes de la région en ont adopté depuis 2000.

Service volontaire citoyen de la police

Adopté par le Sénat le 19 septembre, il permet la constitution d'une sorte de milice chargée de surveiller son environnement et son entourage pour la police. On organise le

CHAQUE VENDREDI 20H

**LA VOIX SANS
MAITRE**

**L'ÉMISSION DU «CL ET DU
GDALE SUR RADIO CAMPUS
(106,6 MHZ).**

**TOUTES LES SEMAINES, L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE
VUE PAR DES ANARCHISTES !**

contrôle et la délation : c'est la porte ouverte aux abus. On ne pouvait échapper non plus à la grande révolution technologique (faut bien vivre avec son temps, n'est-ce pas Mr l'ancien président de Lille 3 ?) et c'est le renforcement de la vidéosurveillance dans les quartiers. Si on ajoute les nouveaux pouvoirs donnés à la police (extension des perquisitions en matière de stupéfiants, possibilité de provocation aux délits...), les différents plans Vigipirate, la critique d'une justice pas assez expéditive, les inquiétudes sont légitimes.

Le dépistage

Ce qui semble devenir une obsession unique, c'est le dépistage des troubles du comportement, préconisé par le projet de loi. On agite l'épouvantail du "gang des barbares", accusé de la mort d'Ilan Halimi : "On ne devient pas barbare entre 22 et 23 ans, il a bien fallu un cheminement, des alertes". Sarkozy se base sur le fumeux rapport Benisti (2003), qui explique combien il est facile de déterminer une courbe d'évolution du délinquant. Courbe pseudo scientifique du parcours déviant commençant à la maternelle pour arriver à la mutli-récidive vers 23 ans... Les problèmes de langue d'origine provoqueraient les problèmes d'indiscipline. L'école primaire accentuerait ces problèmes, sans oublier la sempiternelle démission des parents. Les problèmes de violence scolaire, les redoublements, les larcins, les drogues douces, l'absentéisme seraient autant d'étapes qui scanderaient ce parcours. Il faut donc contrôler. Et pour bien le faire, il faut mettre une pression sociale car c'est bien de contrôle social de la jeunesse qu'il s'agit ici.

Toucher et menacer les familles devient donc un moyen : « Si on ne t'a pas, on aura ta famille, tes amis... ». Et hop la suspension des allocations familiales pour les parents de délinquantEs. Tiens, tiens. Il n'y a pas si longtemps, la loi sur l'égalité des chances prévoyait la même mesure coercitive pour les parents d'...élèves absents.

Pourtant, la lutte paie : la recherche systématique chez les enfants de « troubles du comportement » dans le cadre d'un dépistage précoce systématique n'a pas été retenue dans le projet de loi de prévention de la délinquance, présenté en conseil des ministres le 28 juin : c'est un premier succès obtenu par la mobilisation des professionnelLEs, du social notamment.

Mais rappelons quand même que les enseignantEs sont dans l'obligation de signaler les enfants ayant des difficultés de langues et de discipline...dès la maternelle, qu'un flic-référent est installé dans les collèges, que le fichier « Base-élèves » ne fait que renforcer la surveillance, bref, que l'Enfant est toujours l'objet de la suspicion... Si par le passé, les carnets de santé suivaient le parcours des élèves, aujourd'hui, ce sont les carnets de comportements qui vont suivre tout le parcours scolaire, et une note de « vie scolaire » comptant pour le brevet des collèges est instaurée...



L'outil répressif de la déviance ne fait par ailleurs que se renforcer. À titre d'exemple, on peut évoquer le centre de Saint Ouen réservé aux adolescents ou les Centres d'Education Fermés construits pour les jeunes adolescentEs (13/16 ans)..., la construction d'une prison pour mineurEs à côté de Nantes à Lavorde (chantier qui a été occupé au nom d'une atteinte à l'ordonnance de 1945). L'impression générale est que ça devient monnaie courante. Les syndicats réagissent pour certains mais cela reste insuffisant.

Quant aux suivis des jeunes déviantEs, on assiste finalement à un détournement du soin. Pourtant, le suivi pédo-psychiatrique repose sur une idée simple : plus on peut mettre en place des soins rapidement, meilleures sont les possibilités d'évolution. Le nouveau dépistage repose sur une tactique précise : « c'est pour votre bien mais surtout pour dépister autre chose... » C'est comme ça que la désobéissance des tous petits est devenue une quête de la déviance. Ce sont donc les soignants, les médecins qui se retrouvent en première ligne.

Le contrôle des récidivistes

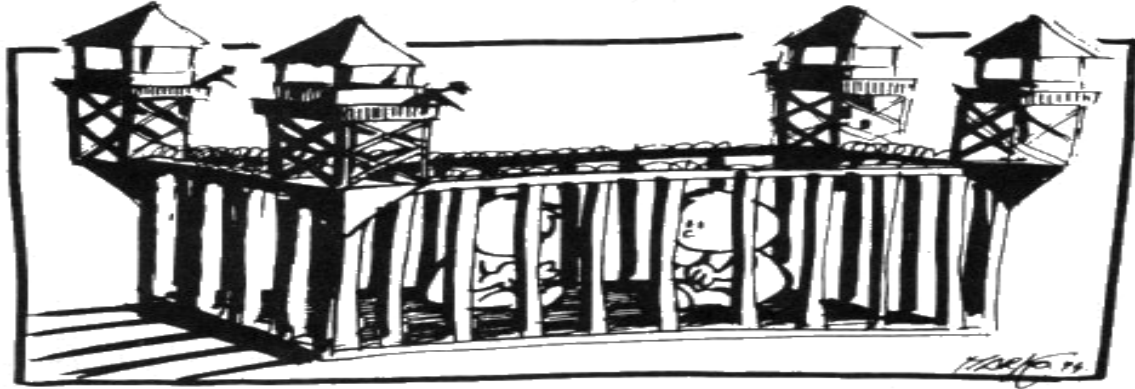
L'assimilation de la délinquance avec la toxicomanie et la violence gratuite est un amalgame classique du discours sécuritaire. Il n'est plus remis en cause, médiatiquement parlant. Sur les mesures visant à prévenir les récidives par un contrôle judiciaire plus fréquent, ces dernierEs deviennent clairement une cible. Leur contrôle devient loi. Il n'est même plus question de réinsertion. Vieilles rengaines. Soyons réalistes et regardons les nouvelles techniques de contrôle...(bracelet électronique...).

Privatisation du secteur social

Cette privatisation qui touche le secteur social s'inscrit d'abord dans l'utilisation d'un vocabulaire spécifique à l'entreprise et dans de nouveaux modes de fonctionnement. C'est le détournement du travail social. L'entrée du monde capitaliste dans ce secteur se fait donc à coup de lois qui officialisent, par exemple, l'évaluation du travail d'une équipe soignante (éduc, médecins, psy) par des personnes extérieures. Cette évaluation doit envisager la possibilité de rentabilité... Des audits (sur les dépenses), des contrats d'objectifs sont instaurés (avant, on suivait une personne « sur le plan social », aujourd'hui, on se demande plutôt si la personne a rempli les objectifs fixés sur son contrat de « bon parent »). On sait bien pourtant que le travail sur l'humain est quelque chose d'aléatoire : qu'est-ce un résultat dans un suivi psychologique ? On se retrouve devant un protocole qui tend à ne plus tenir compte de la diversité des personnes.

C'est pourquoi les médecins, psychiatres, avocatEs, enseignantEs, magistratEs, travailleur/euses sociaux, associations et organisations professionnelles, syndicats, les associations de chômeurs, de familles et précaires doivent se mobiliser pour dénoncer cette tentative de coup de force du gouvernement, c'est-à-dire l'utilisation du sentiment d'insécurité (largement surfabriqué) des françaisEs à des fins électorales. L'objectif est d'organiser le contrôle et le fichage de pans entiers de la population. Il touche notamment les plus fragilisés dans leur situation économique, et ce notamment par la politique de ce même gouvernement (dégradations des protections salariales, des services publics, difficultés d'accès aux soins, au logement ou à l'éducation). Nous sommes devant la privation d'un nombre important de droits et libertés fondamentaux. Les professionnelLEs mobilisés depuis deux ans ou plus contre ce projet de loi en ont apporté la preuve à plusieurs reprises avec des propositions concrètes, mais celles-ci n'ont pas été écoutées.

LA FRANCE OFFRE DES JARDINS D'ENFANT !



ET APRÈS LA RÉVOLUTION !

Si nous dénonçons les dérives dues à l'emprise du capitalisme libéral sur le secteur de la prévention de la délinquance parce que nous considérons qu'elle criminalise les individuEs et les familles en instrumentalisant les travailleur/euses du secteur social, cela ne signifie pas que nous serions satisfaitEs des programmes de prévention passés ou que nous souscrivions à la notion "d'intégration". Pour éclaircir notre point de vue, nous avons choisi de republier le texte ci-dessous (avec quelques modifications) à propos du traitement de la déviance en société libertaire. Cet article est paru dans La Sociale n 14, en mars 2004.

Les anarchistes ont toujours su dénoncer le contrôle social infligé aux populations et aux classes dites « dangereuses », sans s'attaquer spécifiquement aux problèmes de la déviance. Ce problème de la "déviance" ou de la "criminalité" se reposera forcément dans une société libertaire. C'est pourquoi la viabilité du projet anarchiste tout entier fait qu'on ne peut exclure cette question qui dérange : comment une organisation sociétale sans État ni loi ni aucune autre contrainte économique ou morale peut-elle gérer et faire face à ces problèmes.

Si une société anarchiste ne pourrait tolérer en son sein ni institution ni organisme de contrainte (à caractère juridique ou non) sans se nier elle-même, elle ne pourrait se

dédouaner du problème social qu'est la criminalité. Aujourd'hui l'existence de mécanismes de répression ne fait que codifier-organiser la vengeance de l'individu-e ou de la collectivité, mais elle est incapable de prévenir le crime ou de le supprimer. La punition que la société inflige aux déviant-e-s n'éduque personne et se révèle socialement nuisible. Pour nous, il ne saurait y avoir de meilleur remède contre la "criminalité" que de s'attaquer aux causes qui l'ont engendrée. L'exploitation et l'État n'existant plus dans une société libertaire, la plupart des motifs actuels générateurs de crimes viendraient à dépérir d'eux-mêmes. Par contre, il se créerait à la place une société qui saurait trouver et développer des sentiments d'entraide et de coopération réciproques rendant ainsi superflue, par la pratique de la solidarité, toute forme de contrainte institu-



tionnelle. Alors se pose inévitablement la question de savoir comment seront gérés les conflits inter-individuels aujourd'hui pris en charge entre autres par l'institution judiciaire. Se pose également la question de savoir comment une telle société réagira aux comportements de déviance.

Qui est fou ?

Qu'est-ce qu'un-e déviant-e, un-e criminel-le dans une société sans classe ni État ? Déviant-e et criminel-le par rapport à quoi ?

Un acte ou un comportement est "déviant" dans la mesure où il porte atteinte à des valeurs communes.

Les anarchistes devraient-ils sanctionner ceux ou celles qui refusent l'égalité économique et sociale en attendant que la pression de la majorité libertaire les fasse changer d'avis ? Faut-il considérer comme seuls répréhensibles les actes "antisociaux", c'est à dire ceux qui s'attaquent directement aux conditions mêmes de la vie collective ? En cherchant à définir l'acte antisocial, on court le risque de généraliser et de nuire à la liberté individuelle. Il existe une sorte de niveau minimal d'atteinte portée aux membres d'une collectivité (comme l'assassinat ou le viol, actes antisociaux par définition) au-delà duquel les intérêts de celle-ci sont en jeu et qui donc nécessite une réponse "appropriée" de sa part. Mais ce seuil de violence primaire peut être plus ou moins extensible. Croire pouvoir circonscrire les comportements déviants (et la juste riposte de la société) au simple exercice direct et injustifié de la violence sur des êtres vivants ou sur des biens collectifs, n'est pas forcément un critère opérationnel (quand commence la violence ?).



CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE

Le Centre Culturel Libertaire s'autogère, alors fais-en autant !

Une bibliothèque, une librairie, des concerts, du théâtre, des débats-discussions, un accès internet à prix libre, des groupes politiques qui se réunissent...

Permanences les lundi, mercredi et samedi de 15 à 18h.

4 rue de Colmar - métro Pte des postes - 03.20.42.82.72 -
ccl59@no-log.org - <http://lille.cybertaria.org>

de la vie collective ? En cherchant à définir l'acte antisocial, on court le risque de généraliser et de nuire à la liberté individuelle. Il existe une sorte de niveau minimal d'atteinte portée aux membres d'une collectivité (comme l'assassinat ou le viol, actes antisociaux par définition) au-delà duquel les intérêts de celle-ci sont en jeu et qui donc nécessite une réponse "appropriée" de sa part. Mais ce seuil de violence primaire peut être plus ou moins extensible. Croire pouvoir circonscrire les comportements déviants (et la juste riposte de la société) au simple exercice direct et injustifié de la violence sur des êtres vivants ou sur des biens collectifs, n'est pas forcément un critère opérationnel (quand commence la violence ?).

Le traitement de la déviance

C'est pourquoi la question du "traitement" du transgresseur/euse ne doit pas être abordée sous un angle juridique ni moral, mais tout au plus en termes de défense du corps social et de réparation de l'éventuel dommage infligé à autrui. Il ne s'agirait ni de punir ni de venger la société, mais seulement de faire en sorte que cessent les atteintes portées contre elle, c'est-à-dire assurer le maintien des conditions permettant l'existence de la société libertaire. Les libertaires qui se sont penché-e-s sur la question ont souvent mis l'accent sur des modalités de traitement de la déviance à partir de mécanismes de

contrôle informel, visant à remplacer la peine ou le jugement par une sorte de pression morale exercée par les membres de la communauté. En bref, une gestion collective du contrôle de la transgression qui permet sa réabsorption ou sa prévention sans faire recours à aucune forme de coercition matérielle.

Cependant, s'en remettre dans ce domaine à tou-te-s et à personne, ou "à l'esprit d'initiative" des masses, n'est pas une solution satisfaisante et s'avère soit

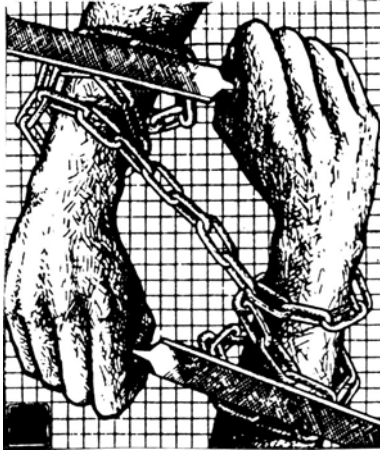
impraticable, soit ambiguë (non seulement cette pression est une forme de coercition, mais qu'est-ce qui garantit sa rationalité ?). Qui s'en charge, à partir de quels critères ? Des solutions concrètes peuvent et doivent être élaborées.

Le développement de la société libertaire implique non seulement de supprimer les institutions juridiques actuelles (police, prison, magistrature, asile) mais d'empêcher qu'elles se reconstruisent sous une forme déguisée. Nous ne pouvons promouvoir le maintien ou la constitution d'organismes spécialisés et stables auxquels seraient

(suite de la p.6)

dévolus par la collectivité le rôle d'établir ou de rétablir l'ordre. De même, hors de question de maintenir des formes de fichage, même limitées et temporaires. À plus forte raison, une société anarchiste ne saurait tolérer l'exclusion ou la "ségrégation" de déviant-e-s jugé-e-s irrécupérables.

Il semble toutefois nécessaire qu'existe un espace collectif égalitaire de résolution des conflits, non pas fondé sur la spécialisation ni sur des lois, mais au coup par coup en fonction des circonstances et visant à préserver la collectivité comme l'individu-e.



Nous voulons éviter la mise en place de tout mécanisme de ségrégation ou d'enfermement, même sous forme de traitement "en douceur" ou de rééducation des déviantEs. En effet, toute idée de "thérapie sociale" systématisée présente des risques de manipulation de l'individuE et ne peut donc être retenue, au risque de dériver vers un nouvel ordre moral. Le soin psychologique des "déviant-e-s" peut s'avérer utile, en excluant toute idée de stigmatisation et d'enfermement (comme la camisole chimique) et en prenant en compte l'environnement social, matériel, de l'individu-e.

Le pari de la liberté

Nous faisons donc le pari de la liberté car toute société a ses déviantEs, ses luttes, ses violences et la société anarchiste aura aussi son lot à elle. La déviance n'est pas un simple résidu des contradictions actuelles, un "déchet" qu'il serait possible de résorber petit à petit. Le conflit, l'antagonisme, ne sont pas forcément destinés à disparaître, la déviance ne doit pas être forcément considérée comme allant à l'encontre de rapports sociaux libertaires et égaux. En effet, deux types de déviance doivent être distingués : l'une contraire aux fondements de la société libertaire et à la liberté de l'individu-e, et une déviance salutaire.

Une société anarchiste peut être envisagée comme une société de "déviant-e-s", c'est-à-dire qui s'appuie non pas sur l'adhésion passive de ses membres à un corpus de normes dites libertaires, mais qui fait de la transgression, de la valorisation de la diversité, à la fois le moteur et le ressort essentiel de toute la dynamique sociale libertaire.

Cela signifie pas qu'il n'y aurait aucune garantie et que chacun-e serait à la merci de l'autre. Mais le droit d'autodéfense de la société, la réaction légitime du corps social, ne pourrait se

concevoir que si circonscrite, si possible, aux seuls domaines où il y aurait eu manquement à des engagements librement contractés. Loin de toute abstraction, la résolution des conflits en société libertaire ne devrait concerner que des questions pour lesquelles des individu-e-s ont consenti des engagements directs.

Concrètement, chaque membre de la collectivité devrait par exemple consentir à ne jamais exercer de contrainte physique sur autrui, et le cas échéant s'engager à quitter la collectivité selon un principe de pacte fédératif.

De toute façon la seule force autorégulatrice de la société ne saurait être que la liberté elle-même.

Une telle approche est loin d'épuiser la question. Pour autant, occulter la question de la déviance en société libertaire en prétextant que la révolution sociale détruira la cause de tous les crimes, c'est mettre en péril la survie de cette révolution. La société future doit prévoir des modalités de défense contre les atteintes internes ou externes portées contre

elle.

Voilà des questions auxquelles on est tenu de répondre et pour lesquelles on ne peut pas se borner à rester dans le vague ou à s'en sortir avec des formules propagandistes à caractère général. Nous pensons que les problèmes de la construction d'une société libertaire doivent être affrontés de face, sans faux-fuyants, en s'efforçant de proposer dans la mesure du possible des solutions concrètes même si limitées, plutôt que de s'en remettre aux lendemains brumeux de la révolution sociale.

Cependant, nous pensons aussi que dans cet exercice périlleux de réactualisation et d'approfondissement de la pensée libertaire, il faut garder l'esprit lucide. Ainsi, en ce qui concerne la question de "la criminalité" (mais ce discours a à nos yeux une portée plus générale) il serait très dangereux de notre part, si par "excès de réalisme", "pour sortir de l'utopie" ; que l'on finisse par proposer comme moyen pour "assurer la sécurité" des solutions qui en dernière analyse ne rompent pas fondamentalement avec les systèmes actuels de contrainte sociale.



QUAND BUDAPEST, LES FACHOS RIENT

En mai, lors d'une convention du Parti Socialiste (MSZP) auquel il appartient, le 1er Ministre hongrois Gurcsány a déclaré (à huis clos) que son parti avait menti pour gagner les dernières élections législatives et qu'il allait être temps de s'engager dans une politique plus franche. Des émeutes violentes se sont déclenchées lundi 18 septembre. Les médias de masse nous annonçaient alors tranquillement que ces événements, initiés par l'extrême droite, avaient pour cause un "mensonge" du 1er Ministre.

Sérieusement, est-ce que savoir qu'un politicien a menti suffit à déclencher de tels mouvements ? Les Hongrois-es auraient donc une si haute idée de la démocratie ? évidemment non, l'important est l'objet du mensonge... Mais pas grand chose là-dessus dans la presse bourgeoise occidentale. Ce mensonge portait sur les choix économiques et sociaux du gouvernement et donc sur les perspectives économiques et sociales de la population.

Dans le cadre d'une ouverture massive aux capitaux étrangers et du dépérissement d'une bonne partie des structures de l'ancienne économie nationalisée, la Hongrie rencontre des difficultés d'intégration à l'Europe économique.

Pour se faire élire en avril 2006, le parti de Gurcsány a fait des choix de politique sociale assez peu communs pour un pays qui vise les critères de convergence pour entrer dans l'Union Européenne et la zone euro : hausses des salaires, non-imposition des bas salaires, hausse des pensions de retraite, subventions aux entreprises de transport... Mais la pression des capitaux internationaux exigeait que le mouvement soit inverse : privatisation et désengagement de l'Etat, libéralisation massive de l'économie sous le prétexte de s'intégrer à l'économie de marché, de respecter les "lois" de la concurrence, de réduire la dette publique et le déficit budgétaire. Ces deux derniers éléments font partie des critères de

convergence d'entrée dans la zone euro (dette publique inférieure à 60% du PIB, déficit budgétaire annuel inférieur à 3% du PIB). Le déficit budgétaire est supérieur à 10% en Hongrie. C'est à ce sujet que Gurcsány a menti et nulle part ailleurs. Il a donc commencé à annoncer un "tournant de la rigueur" façon Fabius (vous savez, le gauchiste du PS). L'inquiétude de la population hongroise porte donc sur son avenir économique et social, et pas seulement sur l'impression d'avoir été dupée par le pouvoir politique. Après 45 ans de communisme autoritaire, les Hongrois-es savent ce qu'est un mensonge d'Etat.

L'opposition de droite, moralement conservatrice et économiquement libérale (comme c'est original !), elle, avait promis le même type de mesures que la faction rivale. Après avoir probablement organisé la diffusion de la vidéo du "mensonge" de Gurcsány 3 semaines avant les élections municipales, elle se frotte les mains. Organisée dans une coalition où elle fait le grand écart avec les fachos, l'opposition se frotte les mains en condamnant les violences qui ont émaillé les manifs de septembre tout en appuyant secrètement les groupes fascistes qui en sont à l'origine.

Pourquoi l'extrême droite ?

Comme dans beaucoup de pays de l'ancien bloc de l'Est, l'extrême-droite hongroise est pas mal organisée et compte des militant-e-s actif/ves en particulier chez les skinheads et les hooligans des clubs de foot, qui ont arrêté pour l'occasion de se taper

Si vous voulez rencontrer les militant-e-s du Groupe d'anarchistes de Lille et environs, venez boire un verre et discuter lors de

L'APÉRO DU GDALE

TABLE DE PRESSE

BUVETTE

BOUFFE

VIDÉO !

TOUTS LES 1ER MERCREDI DU MOIS À 19H30 AU CCL - 4 RUE DE COLMAR - LILLE

dessus entre eux. Ces groupuscules, comme *Jobbik Magyarországi Mozgalom* et *64 Vármegye Ifjúsági Mozgalom*, n'hésitent pas à faire référence à la période nazie (la Hongrie était une alliée du 3ème reich) en ressortant dans les manifs le drapeau adopté à l'époque, orné du symbole de la 1ère dynastie hongroise (la maison Árpád), mais aussi en détournant le sens du soulèvement de 1956. Ce mouvement, qui exigeait un desserrement de l'étau de Moscou et une libéralisation politique, est présenté aujourd'hui par les fachos comme un sursaut nationaliste.

Les manifestations exigeaient au départ la démission du gouvernement. Ces groupes organisés ont réussi à prendre la tête du mouvement et réclamé un changement de régime, à base de slogans nationalistes et antisémites. Les orateurs / leaders fachos ont escamoté les craintes à l'origine de la révolte populaire, qui sont des craintes sociales, pour le déguiser en mouvement fondé sur des mythes nationalistes. Les émeutes ont eu lieu le lundi et le mardi, la télé nationale a été pillée et un mémorial soviétique endommagé. Nous ne pleurerons pas dessus. Les événements violents ont cessé le mercredi, une partie de la population ayant certainement fini par prendre la mesure des objectifs de ceux qui essayaient de les mener.



Indymedia Lille est un site d'information en publication ouverte sur les luttes sociales

Agissez ! Publiez ! Soyez le média !

**<http://lille.indymedia.org>
contact : imc.lille@no-log.org**

Qui manipule qui ?

Tout semble donc "rentrer dans l'ordre", comme on dit. La campagne électorale s'est achevée, les élections municipales du 1er octobre ont vu la victoire de la droite, qui demande la démission du gouvernement en organisant des manifestations. Tout cela a un petit goût de déjà vu. L'opposition peut désormais agiter les spectres de l'extrême-droite et de l'immoralité du gouvernement en se présentant comme l'alternative suite à de savantes manoeuvres, comme on l'a déjà vu en Ukraine, en Serbie, en Géorgie, en Azerbaïdjan. De là à voir derrière ces manipulations la main de velours de la C.I.A., il n'y a qu'un pas.

La faiblesse des mouvements sociaux et syndicaux en Hongrie, là aussi comme dans beaucoup de pays d'Europe de l'Est, peut expliquer le hold up des nationalistes sur le mouvement. Les organisations ouvrières et étudiantes n'ont guère de crédit ni d'audience. Espérons que se construise un réel mouvement de masse, fondé sur les exigences sociales de la population de Hongrie en difficulté et ne se laissant pas abuser par les chimères des nostalgiques du fascisme ou des bolcheviks. Soyons certains que l'illusion d'une alternance politique ne fera pas long feu. Alors la mobilisation et la vigilance de la population seules pourront apporter des changements positifs dans ce pays.

MEXIQUE: LA RÉVOLUTION EST DANS LA RUE

Depuis le 1er Mai, les travailleurs de l'éducation ont manifesté pour la satisfaction de leurs revendications: ils réclament une augmentation de salaire, des aides matérielles, comme des petits déjeuners et un transport gratuit pour les enfants, ainsi que le refus de la réforme de l'éducation, qui prévoit, outre une privatisation avancée, une négation de l'apprentissage de l'histoire pré-colombienne du pays.

Le 22 Mai, des milliers de professeurs bloquent les rues d'Oaxaca. Le gouvernement envoie la police. La ville sera submergée de gaz lacrymogènes et on comptera au moins 130 blessés parmi la population civile (ainsi que des morts dans les vagues de répression qui suivront). La police a incendié les campements de protestation et détruit la radio que les manifestant.e.s avaient mis en place pour pouvoir informer les habitants. A partir de là, la solidarité avec les manifestants et le rejet du gouvernement s'est cristallisée dans la création d'une Assemblée Populaire de Peuple d'Oaxaca (APPO), qui réunit des dizaines de syndicats, d'organisations paysannes, indigènes, étudiantes.

Depuis tout ce temps des campements sont organisés sur le *zocalo* (place centrale) qui est barricadé. Des manifestations régulières sont organisées pour la destitution du gouverneur (Ulises Ruiz, membre du Parti Révolutionnaire Institutionnel - au pouvoir de 1919 à 2000, soupçonné de corruption à grande échelle) et la disparition des institutions étatiques (dans un contexte d'élections présidentielles truquées), pour la libération des prisonnier.e.s...

Les touristes ont déserté Oaxaca, dont c'est la première ressource financière. Les commerces ferment. Les enfants ne vont plus à l'école. Le secrétariat d'Etat américain déconseille à ses ressortissants de venir dans la région. L'ONU a placé la zone en catégorie 1 de dangerosité.

Mais l'occupation persiste à ce jour.

A OAXACA COMME AILLEURS, VIVE LA COMMUNE !

À LILLE, PENDANT CE TEMPS-LÀ...

Rentrée 2006 oblige, petit bilan des investissements en cours en matière de politique urbaine sur Lille. Outre les travaux de la future arène footballistique qui devraient commencer bientôt et dont le montant avoisinerait les 215M€, c'est un nouveau centre commercial, dont on nous promet déjà que la surface commercialisable sera mirobolante, qui égayera les samedis après-midi des consommateurs en mal de divertissement. Deux aménagements aux retombées économiques énormes... (non mais pas pour nous en fait).

Pour le PPP (partenariat public privé) du Grand Stade, le public (les impôts de la CUDL) espère faire participer le privé pour le stade du club privé de foot. Le privé veut bien s'il peut amortir avec des équipements commerciaux à côté (le principe des lieux culturels - mosquées, églises - qui louent des commerces ou des bureaux pour pallier les subventions publiques).

Malheureusement, à portée de pavé (petit) du futur stade et de V2, juste entre eux il y a une zone où un multiplexe a été autorisé. Les multiplexes sont, comme les stades de foot, des lieux culturels (on ne rit pas) gérés par le privé qui ont eux aussi besoin d'assurer leurs bénéfices, et ont donc demandé un centre commercial pour rentabiliser leur investissement.

Refusé ! Panique à bord : si c'est refusé pour le cinéma sous prétexte de trop grande concentration commerciale pourquoi ne le serait-ce pas pour le stade ?

Posée autrement, la question est comment faire accepter au public de payer encore plus ? La bonne réponse à la meilleure question (celle qui n'est pas posée) c'est le LOSC en 3e division et basta !

Et pour les autres, ceux qui auraient plutôt tendance à traîner dans les rues tard le soir ou qui auraient la mauvaise idée de ne pas posséder de papiers, "l'Etat investit pour notre avenir".

Faubourgs des postes le futur "hôtel de police" a tout d'un nouveau Guantanamo : imposant, bien situé (à la sortie de l'autoroute et à proximité des quartiers populaires), doté d'une capacité d'accueil inégalée pour vos nuits froides d'hiver et assez vaste pour couvrir toute tentative de cris et d'appel à l'aide... Il s'ajoute au centre de rétention inauguré fin juin dernier du côté de Lesquin.

Avec tout ça, la maréchaussée ne va plus se sentir pisser.

POLITIQUE DE LA VILLE TOUJOURS...



**QUAND NETTOYAGE URBAIN
RIME AVEC DESTRUCTION
D'UNE
EXPRESSION POLITIQUE**

**UN MUR BLANC
C'EST UN MUR QUI ATTEND...
EXPRIMONS NOUS !!!**

LA VIE EN KAKI, C'EST TELLEMENT PLUS JOLI !

Police en danger : les paras ont attaqué !

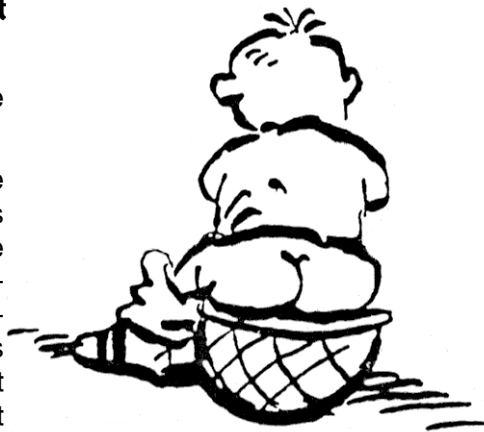
Il s'en passe des choses bien sympa le week-end à Laon en Picardie...

Samedi soir dernier 10 paras en uniforme du 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes de Pamiers en manoeuvre dans le coin ont pris d'assaut un commissariat. Motif, alors qu'ils roulaient à tombeau ouvert dans le centre-ville dans des jeeps, l'un des conducteurs s'est fait contrôler par les condés et comme il était fin bourré il s'est fait embastiller. Ni une, ni deux, nos héros en furie de la lutte anti-répression ont voulu libérer leur camarade... c'est beau la solidarité et l'esprit de corps. Résultat : un flic victime d'une foulure du doigt ! et des bidasses condamnés pour rébellion, outrage et même "menaces de mort envers la police" !

Ah s'ils avaient été là avec nous lors des manifs du mouvement anti-CPE !?

Soldat, une mission : arrêter la guerre !

Macabre coïncidence c'est ce même régiment d'élite qui se trouvait dans l'immeuble "Drakkar" à Beyrouth le 22 Octobre 1983 dans le cadre de la participation française à la FINUL. Ce jour là le Hezbollah provoque deux attentats : contre l'aéroport de Beyrouth occupé par les troupes américaines (plus de 200 morts) et contre le bunker français. 58 cadavres de bidasses seront rapatriés en France et copieusement décorés avec tous les Honneurs de la République. Du coup, et malgré les gesticulations



diplomatiques estivales de Chirac et la valse des ministres dépêchés sur place, nos dirigeants et l'Etat Major sont assez réticents à l'idée d'envoyer des troupes une nouvelle fois dans le cadre des résolutions de l'ONU. Le risque de devoir encore une fois ramener des cadavres de gentils petits soldats de la paix en pleine année électorale a de quoi les faire frémir. Mais les médias nous ont si bien abreuvés ces derniers mois avec des images du

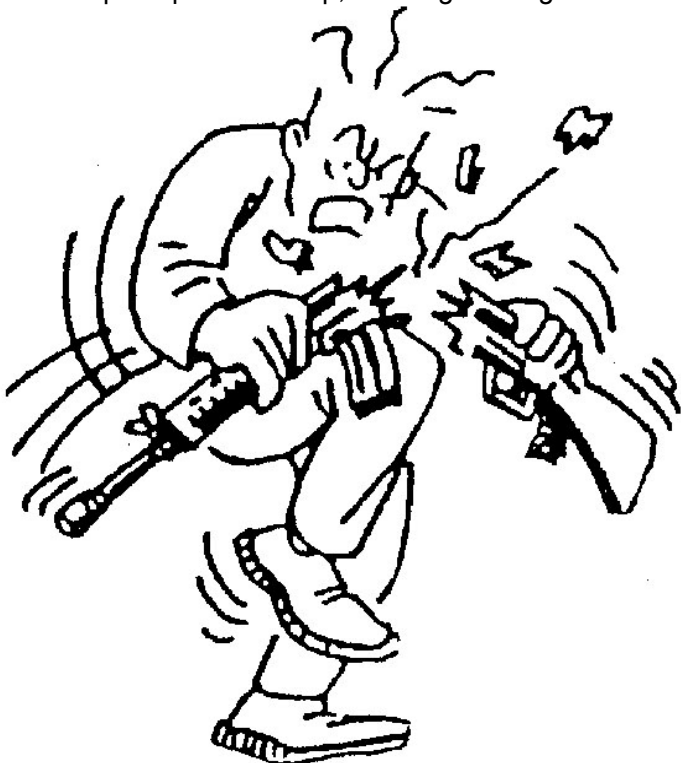
peuple libanais plébiscitant les efforts d'une "France amie du Liban", arrachant aux USA et à Israël les conditions d'un cessez-le-feu, qu'on a bien cru pleurer devant cette belle générosité, cette belle mission universelle de paix du pays des droits de l'homme. Et puis quand tout un peuple attend avec reconnaissance la venue des soldats français pour qu'il partagent fraternellement son sort, celui de tampon entre des troupes de guérilla qu'il n'est pas prévu de désarmer et une armée israélienne prête à réoccuper par la force le Sud-Liban... ce serait bien mesquin de bouder l'invitation.

Des troupes françaises iront donc s'interposer et déjà des troupes du génie s'acharnent à reconstruire des ponts et rafistoler des routes sous l'oeil goguenard des belligérants qui sont déjà prêts à en faire des ruines.

Mais contre mauvaise fortune bon coeur, la guerre ne fait pas que des malheureux. Outre sa "mission universelle" de paix et de concorde, la France et plus particulièrement son complexe militaro-industriel n'oublie pas qu'un conflit permet aussi de remplir les carnets de commande. A peine les premiers accords de cessez-le-feu signés que les diplomates français soutenus par des marchands de canons philanthropes se proposaient d'entraîner et équiper l'armée libanaise. Les diplomates américains soutenus par d'autres marchands de canons encore plus philanthropes ont fait capoter le projet. Qu'à cela ne tienne, l'industrie de l'armement française finira bien par fourguer son matériel de destruction. Les troupes françaises viendront au Liban avec 13 exemplaires du fleuron de l'armement national : le char Leclerc (fabriqué par GIAT Industries) qui seront cédés à l'armée Libanaise au terme d'un "prêt-bail". Les Libanais peuvent bien pleurer devant les ruines de leurs maisons, les affaires sont les affaires.

Soldat, une autre mission : sauver une démocratie !

En Thaïlande comme en Picardie, les militaires sont de sortie, mais là-bas ils ont réussi leur coup. Ni plus ni moins qu'un putsch pour renverser le premier ministre



avec troupes et blindés dans les rues de Bangkok, loi martiale... ça fait le 18ème coup d'état dans ce pays depuis 1932. Comme quoi les bidasses ont le goût de la tradition, ou c'est qu'il ne sont pas capables d'avoir plus d'une idée en tête. Bien entendu les militaires emmenés par le général Sonthi Boonyaratglin n'ont d'autre objectif que de sauver l'unité du pays, mettre fin à la corruption gouvernementale et promettent de rendre le pouvoir au peuple thaïlandais "dès que possible" et patati et patata. Evidemment, les

"grandes démocraties" ont dénoncé le coup de force et appelé à une normalisation démocratique de la situation... Ce serait si dommage de se priver d'un partenaire économique. Très courageux et résumant assez bien l'ambiance, le secrétaire général de l'ONU (Kofi Annan) a lui aussi condamné le coup d'Etat militaire. "Ce n'est pas une pratique à encourager", a-t-il déclaré à la chaîne de télévision CNN... On n'en attendait pas moins.

Signe des temps, la bourse de Bangkok ne s'est arrêtée qu'une journée et les fructueuses affaires qui s'y déroulent n'ont quasiment pas souffert de l'irruption des militaires dans les rues. D'ailleurs, dans le même temps, les touristes occidentaux pouvaient continuer à se dorer sur les plages sans inquiétude.

Ces mêmes touristes finiront par rentrer dans leurs métropoles et croiseront dans les aéroports, les gares et les ports des types en treillis, l'arme au poing, sans s'émouvoir.

Car même si le mensonge est des plus grossiers (des spécialistes entraînés à tuer, piller, torturer... passent pour des garants de la paix), la propagande basée sur la peur est telle qu'après plus d'une dizaine d'années de "Plan VigiePirate" la présence de l'armée ne semble plus choquer personne.

On vous l'avait bien dit : la vie en kaki c'est tellement plus joli...

CIVILS! VOUS NE VOULEZ PAS CREVER?



ENGAGEZ-VOUS
DANS L'ARMÉE, N'IMPORTE QUELLE ARMÉE!

AGENDA

★ **mardi 10 octobre, 14h30** : manif contre le projet de loi sur la prévention de la délinquance, Place de la République.

★ **merc. 11 octobre, 8h30** : procès de Marion & Julien, inculpés lors du mouvement social du printemps. RV au TGI de Lille av. du peuple belge

★ **du 13 au 22 octobre** : ' mots, festival littéraire des sexualités, organisé par les Flamands Roses. Programme dispo au iJien suis jiy restei (19 rue de condé - Lille).

★ **dimanche 15 octobre, 15h** : 1er atelier bouffe et restau au CCL, après la récup au marché de Wazemmes. 4 rue de Colmar - Mopte des postes.

★ **jeudi 19 octobre, 14h** : procès de Moez, inculpé lors du mouvement social du printemps, qui s'est fait gazer par les flics dans sa bagnole alors qu'il avait rien demandé.

★ **vendredi 20 octobre, 8h30** : procès de Pierre, inculpé lors du mouvement social du printemps.

★ **mardi 24 octobre, 13h** : procès de Bernard Coquelle. Ce paysan d'Au-berchicourt, déjà condamné suite à liarrachage de betteraves d'Avelin, repasse en procès à Douai pour avoir refusé de se soumettre au prélèvement de ses empreintes génétiques.

★ **merc. 1er novembre, 19h30** : apéro du GDALE au CCL.

★ **tous les mercredi, 18h00** : Rassemblement de soutien aux sans-papiers, Pl. de la République.



OÙ NOUS RETROUVER ?



Vous pouvez rencontrer le Groupe D'Anarchistes de Lille et Environs :

- **le mercredi : 12h30-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.**
- **le vendredi : 20h-21h, écoutez La Voix sans Maître, émission du GDALE et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus - 106,6FM.**
- **tous les 1er mercredi du mois lors d'un apéro au centre culturel libertaire à 19h30**

Notre adresse : GDALE, c/o CCL, 4 rue de Colmar, 59000 Lille.

e-mail : 1groupeanarlille@no-log.org.

Retrouvez-nous également sur <http://lille.cybertaria.org>

Feuille d'information rédigée collectivement et publiée par le Groupe D'Anarchistes LilloisEs.

Envoi gratuit sur demande. Anciens numéros disponibles au CCL et en ligne sur <http://lille.cybertaria.org>

Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.